|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***« Groupe***  ***TAHOERAA HUIRAATIRA*** » |  | ASSEMBLEE  DE LA  POLYNESIE FRANCAISE |

Papeete, le mardi 27 août

*Le représentant*

Allocution de Jean-Christophe BOUISSOU

Proposition de résolution appelant les pays membres du Forum

du Pacifique à une action concertée en faveur des îles menacées

par la montée des eaux

Monsieur le président de la Polynésie française

Monsieur le président de l’Assemblée de la Polynésie Fse

Mesdames et messieurs les ministres

Chers collègues,

Ia Orana,

Notre Assemblée est saisie aujourd’hui, pour approbation, d’une proposition de résolution appelant les membres du Forum du Pacifique à agir sans tarder et avec efficacité contre le phénomène de la montée du niveau des océans consécutive aux changements climatiques.

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que la Polynésie française avec ses 118 îles dont 84 atolls figure aux premières loges des pays menacés par ce bouleversement majeur que connaît notre bonne vieille planète.

Pour autant, au travers ce texte à la fois inédit et innovant, il ne s’agit pas de céder à la panique ou bien de considérer que l’avenir de l’espèce humaine est définitivement compromis. Pour la simple et bonne raison qu’en la matière, les scientifiques s’accordent à dire qu’il n’y a aucune certitude.

Il s’agit encore moins, comme nos détracteurs voudraient le faire croire, de trouver un prétexte, pire d’agiter un leurre, pour retrouver une place ô combien légitime dans cette grande communauté régionale qu’est le Pacifique.

Nous y sommes officiellement invités et plutôt que de « blablater » pour ne rien dire, il appartient aujourd’hui à notre président Gaston Flosse d’être force de propositions. Et vous pouvez compter sur lui pour être au rendez-vous de l’événement dans les jours qui viennent aux îles Marshall.

Par ailleurs, je dénie à quiconque de prétendre que notre majorité, que dis-je…plus encore puisque cette résolution a également reçu le soutien du groupe A Ti’a Porinetia et de son président, Teva Rohfritsch, n’est pas qualifiée pour porter ce dossier devant le Forum.

Certes, je vous l’accorde, contrairement à d’autres prétendus experts, nous n’avons pas eu le loisir de fréquenter les coulisses des sommets annuels de Rio, Kyoto, Cancun et j’en passe. Pour quels résultats d’ailleurs…je serais curieux d’entendre le compte-rendu de leurs pérégrinations.

Mais, à mon sens, le temps de l’émotion, des regrets et de la contestation hystérique me paraît dépassé car l’échec est patent.

Depuis le début du 21ème, en effet, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 3 à 4% par an, contre 2% environ dans les années 90. Aujourd’hui, c’est la préservation de notre environnement propre, de notre espace de vie, de notre identité, et plus particulièrement le bien-être des populations insulaires, qui doit primer sur toute autre considération. Encore faut-il s’y préparer et s’adapter…

Que n’a-t-on pas dit ou écrit depuis une vingtaine d’années - il suffit de consulter internet - sur le pouvoir de nuisances des plus grands pays pollueurs de la planète qui ne veulent rien entendre aux prévisions les plus alarmistes sur les effets du dérèglement climatique.

Aucune organisation internationale, pas même la puissante ONU dans laquelle certains fondent leurs espoirs de reconnaissance, n’a réussi jusqu’ici à altérer la machine infernale. Quand bien même nous déciderions de fermer toutes les usines, les puits à pétrole ; d’arrêter les extractions de gaz en mer du Nord, sans oublier les chaines d’assemblage des constructeurs automobiles, le pire est devant nous !

Après la course aux armements au temps de la guerre froide, ce besoin permanent de destruction est commun malheureusement aux trois grands de ce monde. Même si les fautifs d’hier ne sont pas les même qu’aujourd’hui…

Comme vous le savez certainement, c’est la Chine qui occupe la première place sur la liste des pays par émission de dioxine de carbone.

Durant l’année 2007, elle a rejeté plus de 6 millions de tonnes, représentant à elle seule plus de 20% de la part mondiale. En revanche, par tête d’habitant, ce sont les Etats-Unis qui surclassent tout le monde. La Russie arrive en troisième position avec 1,5 million de tonnes. Très loin devant la France (369 000 tonnes) qui se classe 15ème de ce triste palmarès.

Pire, ces grandes puissances n’ont aucune intention de freiner leur croissance économique, sous peine de jeter dans la rue des millions de nouveaux chômeurs, et ils vont même jusqu’à racheter en monnaie sonnante et trébuchante du crédit « pollution » auprès des pays en voie de développement, pour se conformer aux nouvelles règles édictées lors des différents sommets.

Voilà pour le tableau, chiffres à l’appui, qui ne souffre d’aucune ambiguïté. Aussi, on le voit bien, mes chers collègues, le train est en marche. Rien, ni personne, ne l’arrêtera. C’est la raison pour laquelle il est de notre responsabilité, nous les îliens, véritables victimes d’un cataclysme annoncé, de prendre les devants.

Maintenant, pour en revenir au texte de cette proposition de résolution, deux mesures fortes s’en dégagent.

Il est suggéré, d’une part, la création d’une fondation mondiale à laquelle la Polynésie française pourrait prendre part en y apportant son savoir-faire et ses réseaux mais également sa contribution financière. Vous connaissez l’adage… on n’est jamais mieux servi que par soi-même et le minimum que l’on puisse faire pour commencer, c’est de donner l’exemple en mettant la main à la poche.

D’autre part, nous estimons que par rapport à d’autres petits Etats indépendants de la région, la Polynésie française trouve grâce dans son destin. D’abord, elle a la chance de faire partie intégrante d’une Nation reconnue et respectée sur la scène internationale et malgré les difficultés budgétaires de la France, nous pouvons compter sur la solidarité nationale.

Ensuite, la géographie de notre archipel fait qu’une solution de repli existera toujours en direction des îles hautes, je pense aux Marquises notamment, où d’immenses domaines restent à exploiter. D’où l’idée de pouvoir accueillir chez nous des réfugiés climatiques.

J’attire votre attention sur le fait que d’autres avant nous l’ont fait, à l’instar du département de la Guyane qui, il y a plus d’une trentaine d’années, a accordé asile à des réfugiés politiques, en l’occurrence le peuple des Hmong venu d’Asie. Avec du recul, celui-ci s’est parfaitement intégré à son nouvel environnement puisqu’aujourd’hui cette communauté assure une partie importantes des productions agricoles.

Comme quoi, mes chers collègues, nous n’avons pas besoin d’être indépendants pour tendre une main secourable et faire preuve d’une solidarité océanienne à l’égard de tous nos voisins, quand bien même certains n’ont pas hésité à soutenir le projet de réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser et ce, contre notre gré.

Aussi, pour toutes ces raisons que j’estime fondées au plus haut point et sans autre arrière-pensée, je vous invite à adopter cette proposition de résolution.

Je vous remercie de m’avoir écouté.